POINT FORT

«Je suis persuadée que les grandes fortunes auront le sens citoyen d'accepter cet effort»

FISCALITÉ. La conseillère d'Etat en charge de l'Economie Fabienne Fischer explique pourquoi elle soutient la «contribution de solidarité», contre l'avis des représentants des entreprises.

Matteo Ianni

Taxation des grandes fortunes, Uber, Salon de l'auto... la conseillère d'Etat genevoise Fabienne Fischer a connu un été mouvementé. A la tête du Département de l'économie et de l'emploi du canton depuis avril 2021, l'élue verte lance sa campagne pour sa réélection au printemps prochain. Elle s'est exprimée mardi soir à la Rentrée des entreprises de la FER Genève. Alors que la droite et les milieux économiques critiquent son action, elle répond en exclusivité dans *L'Agefi*. Revue des dossiers clés.

Keystone

Fabienne Fischer. Par ses prises de position et ses dossiers, la conseillère d'Etat a connu un été mouvementé.

L'avenir du Salon de l'auto

■ Le Salon de l'auto n'aura pas lieu à Genève en 2023, ont annoncé les organisateurs la semaine passée. L'événement, qui fut le plus important de Suisse, est annulé pour la quatrième fois consécutive. Avez-vous été surprise par cette décision?

Non, car j'étais déjà informée, aussi bien par la fondation propriétaire du GIMS que par Palexpo, de difficultés dans la préparation de l'événement. L'annulation d'un salon de cette ampleur n'est jamais une bonne nouvelle, mais Palexpo n'a pas attendu et a renforcé l'organisation d'autres manifestations, en particulier les expositions horlogères.

«Il faut que l'Etat de Genève investisse pour faciliter la transformation de l'appareil de production des entreprises, afin d'être moins énergivore.»

■ A gauche, à l'image de votre camarade de parti Delphine Klopfenstein, on s'est félicité de l'annulation de l'événement. Pour vous aussi, «le Salon de l'auto est une activité dépassée»?

Les enjeux de la mobilité au XXIe siècle ne vont plus tourner autour du transport individuel motorisé. Au contraire, il faut réduire les déplacements en permettant de travailler, faire ses courses près de chez soi. Et développer les transports en commun, comme le rail ou de nouvelles formes de mobilité. Nous devons accompagner ces évolutions.

■ L'avenir de la manifestation semble se situer à Doha. Craignez-vous cette évolution?

Non, le fait que l'événement se déplace au Qatar indique que ce n'est ni la compétence ni le savoir-faire genevois qui sont en cause. J'aurais été plus inquiète si le Salon de l'auto avait quitté Genève pour Zurich ou Francfort. Je constate simplement que ce type de manifestation peine à trouver ses exposants et son public en Europe.

La transition énergétique de l'économie genevoise

■ Récemment, le canton a annoncé qu'il allait financer des mesures d'accompagnement vers la durabilité à 45 PME. Qu'attendez-vous de cette démarche «Diagnostic-action»?

C'est une des premières mesures que j'ai pu mettre en place depuis mon élection en avril 2021. Monter des projets de A à Z en à peine plus d'une année a été un grand défi. Ce que me disent les entreprises, c'est qu'elles sont prêtes à s'engager pour la durabilité, notamment parce que c'est ce que leurs clients demandent, mais qu'elles ne savent pas par où commencer. Ce programme propose un diagnostic avec des propositions d'action ciblées, réalisables rapidement ainsi qu'à plus long terme. Il doit être poursuivi l'année prochaine si le Grand Conseil vote le budget. On peut aussi espérer un effet boule de neige, qui incitera d'autres sociétés à s'y mettre.

■ Quels sont vos grands chantiers pour le plus long terme?

Il faut que l'Etat de Genève investisse pour faciliter la transformation de l'appareil de production des entreprises, afin d'être moins énergivore et plus responsable. En d'autres termes, lancer des investissements pour favoriser l'économie circulaire. Je compte également développer des actions contre le travail au noir, car une concurrence loyale et des conditions de travail décentes sont les bases d'une économie saine. Plusieurs secteurs sont particulièrement touchés par le travail au noir, comme la construction, l'hôtellerie ou la culture.

■ Début octobre aura lieu Building Bridges, la semaine de conférences sur la finance durable qui doit mettre en valeur la Suisse, mais aussi le canton, comme un lieu de référence internationale pour cette discipline encore naissante. Qu'attendez-vous de cet évènement?

Tout d'abord, j'attends de cet événement qu'il draine les investissements vers des activités économiques non seulement durables, mais aussi régénératives. Le grand défi est de définir des critères de durabilité robustes et mesurables. Aujourd'hui, n'importe quel fonds d'investissement se dit «vert». Il y a un grand travail à faire en termes de crédibilité. Grâce à son écosystème, qui réunit les organisations internationales, des hautes écoles et des institutions financières privées, Genève a une carte à jouer pour devenir un centre mondial d'expertise.

Le nouvel impôt sur la fortune

■ Récemment, une majorité du Conseil d'Etat, à laquelle vous vous êtes ralliée, s'est positionnée en faveur de l'augmentation de l'impôt sur la fortune sur une période de cinq ans. Une prise de position qui choque la droite et les milieux économiques. En tant que chargée du Département de l'économie et de l'emploi, comment justifiez-vous votre choix?

L'Etat a besoin d'investir pour répondre aux besoins de la population dans la santé, la formation, l'environnement, la transition, surtout avec les crises que nous traversons. Il est donc indispensable de maintenir des ressources financières pour développer ces programmes. Le principe de solidarité est essentiel pour la cohésion sociale.

Rappelons que le canton de Genève a injecté plus d'un demi-milliard de francs à fond perdu dans les entreprises dans le cadre des mesures Covid. C'est un geste extraordinaire de solidarité des contribuables vis-à-vis des entreprises. Dans ce contexte, une contribution temporaire de solidarité demandée aux personnes les plus fortunées est, pour la majorité du Conseil d'Etat, un retour équitable.

Il faut rappeler que la fortune à Genève a augmenté chaque année de 7,65% entre 2003 et 2015. Cela aussi été vrai pendant la crise du Covid. Pendant que certains sombraient dans la précarité et l'incertitude, d'autres ont vu leur richesse s'accroître.

Fabienne Fischer en 7 dates clés

1961: Naissance.

1987-2003: Enseignante en sciences humaines au Collège Rousseau.

2004-avril 2021: Avocate associée de l'étude BM.

2011-2012: Conseillère municipale en Ville de Genève.

2012-2018: Membre du conseil d'administration de Genève Aéroport.

2012-2021: Membre du conseil d'administration de l'Hospice général.

Avril 2021: Elue conseillère d'Etat, chargée de l'Economie et de l'Emploi.

■ D'après le Département des finances, 1,3% des contribuables (environ 4000 personnes) paient 69,8% de l'impôt sur la fortune, soit plus d'un demi-milliard de francs. Une aggravation de la charge fiscale ne mettrait-elle pas en péril les recettes fiscales qui permettent de financer les prestations publiques?
C'est la raison pour laquelle la majorité du Conseil d'Etat a proposé non pas le soutien à l'initiative, mais un contre-projet, limité à cinq ans, au lieu des dix ans demandés par les initiants, soit une mesure vraiment temporaire. N'oublions pas que le projet prévoit aussi des allègements fiscaux par le biais du triplement des déductions sociales sur la fortune, favorable notamment à la classe moyenne et aux indépendants.

■ Genève est déjà soumis à l'impôt sur la fortune le plus élevé de Suisse. Vous ne craignez donc pas le départ de gros contribuables vers le canton de Vaud, comme l'évoque la droite?
Personne n'est Madame Soleil. Mais je suis persuadée que les personnes très fortunées auront le «sens citoyen» d'accepter cet effort pour l'intérêt collectif.

■ Blaise Matthey, patron de la Fédération des entreprises romandes Genève, a déclaré dans nos colonnes qu'il «déplorait» votre choix et qu'il ne le comprenait pas «vu vos responsabilités». Vincent Subilia, directeur de la Chambre de commerce a qualifié votre position de «déclaration de guerre à l'entrepreneuriat». Qu'avez-vous à leur répondre?
Il y a eu beaucoup de peurs agitées dans ce dossier. Mais si on s'en tient au texte, il faut relever que cette contribution de solidarité ne vise pas les entreprises, mais uniquement les personnes les plus fortunées.

■ Votre camarade de parti, Antonio Hodgers a récemment déclaré dans la *Tribune de Genève* que le canton doit «freiner le développement des multinationales» sur son territoire et se concentrer sur les entreprises locales. Partagez-vous sa vision?
En tant que ministre de l'Economie, mon but est faire perdurer la prospérité de Genève. Je ne fais pas de différence entre les multinationales et les PME installées ici. Ma priorité est de renforcer le tissu économique genevois dans sa diversité en renforçant notre souveraineté alimentaire, industrielle, sanitaire et énergétique pour que notre économie soit plus résiliente. Dans cette perspective, il me semble important de soutenir les entreprises basées dans le canton, avant d'aller chercher des entreprises à l'étranger.

Les négociations avec Uber

■ Vous avez hérité du dossier brûlant Uber. A ce sujet, le canton a prolongé récemment l'autorisation provisoire du géant californien d'exercer jusqu'au 15 octobre. Des négociations vont maintenant débuter avec l'Etat et les syndicats. Etes-vous confiante pour la suite?
Les négociations ont débuté. Il s'agira notamment de calculer les arriérés de salaires et d'élaborer un modèle respectant les exigences légales. La façon de payer le temps d'attente sera l'enjeu du débat. L'autre point central de ces discussions sera le paiement des frais professionnels.

«L'exigence du Tribunal fédéral de salarier les chauffeurs implique une modification fondamentale du modèle d'affaires d'Uber.»

■ Pensez-vous qu'Uber pourrait quitter Genève après ces négociations?
L'exigence du Tribunal fédéral de salarier les chauffeurs implique une modification fondamentale du modèle d'affaires d'Uber. Je ne sais pas si l'entreprise américaine sera capable de s'adapter. Il faudrait poser la question à Uber.

■ En laissant du répit au géant américain, l'Etat de Genève s'est mis à dos les chauffeurs de taxi genevois, qui parlent de concurrence déloyale. Pas plus tard que la semaine dernière, certains sont venus manifester en bas de votre bureau. Comprenez-vous leur colère?
Les taxis sont inquiets. Ils viennent de passer deux ans difficiles du fait des restrictions sanitaires. Ils n'acceptent pas qu'on laisse un peu de temps à Uber pour changer son modèle d'affaires. Plutôt que de passer en force, je préfère prendre le temps de la négociation pour construire une solution, dans les clous de la loi, bien entendu!

■ Les chauffeurs de taxi vous reprochent surtout le fait qu'Uber ne soit pas interdit d'activité pendant cette période de négociation...
Oui, c'est un peu comme si la Migros me demandait d'interdire la Coop, ou vice-versa.

■ A Berne, le PLR veut un statut de travailleur particulier pour les chauffeurs Uber. Le cadre légal suisse doit-il s'adapter à la numérisation?
Oui, il faut bien sûr s'adapter à la numérisation. Mais, comme l'a souligné le Tribunal fédéral, c'est possible dans le cadre légal actuel. Il n'y a donc pas lieu de créer un nouveau statut. ■